



UNOWAS Magazine

Ensemble pour la Paix

Magazine trimestriel du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel

Le respect des Droits de l'Homme, fondamental pour la paix

A vibrant, abstract illustration of a diverse crowd of people. The faces and clothing are rendered with thick, expressive brushstrokes in various colors like blue, red, green, and brown. In the center, a white rectangular sign is held up, containing the French text 'Respectons les Droits de l'Homme' written in a simple, hand-drawn black font.

Respectons
les
Droits de
l'Homme



UNOWAS/CNMC **20** ANS
YEARS

*20 ans d'engagement pour la promotion
de la paix et la prévention des conflits*

A lire dans ce numéro



EDITO : Engagés à renforcer la paix, la démocratie et la bonne gouvernance



L'actualité de UNOWAS en bref



Paix et Stabilité en Ligne de Mire



Interview - Matthias Schmale Coord. Résident et Coord. Humanitaire des Nations Unies pour le Nigeria



Les Institutions Nationales des Droits de l'Homme, jouent un rôle primordial dans la promotion de la paix et de la sécurité en Afrique de l'Ouest et du Sahel



Interview - Joseph Whittal : "L'indépendance des INDH est essentielle pour freiner les questions émergentes en matière de droits de l'homme"



Interview - Williams Lifongo : "Les droits de l'homme sont au cœur de nos efforts pour renforcer la paix et la stabilité dans la région"



L'inclusion, élément clé des réformes de la sécurité en Gambie



Mahamat Saleh ANNADIF

Représentant spécial du Secrétaire général
et Chef du Bureau des Nations Unies pour
l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS)

Engagés à renforcer la paix, la démocratie et la bonne gouvernance

Le soutien exprimé par les Etats membres du Conseil de Sécurité lors de ma présentation du rapport du Secrétaire général sur les activités de l'UNOWAS, le 7 juillet dernier, nous oblige, d'un côté, à redoubler d'effort avec nos partenaires pour sauvegarder les acquis de la paix, la démocratie et la bonne gouvernance, et de l'autre, à accentuer notre engagement pour aider les pays de la sous-région à endiguer les conséquences néfastes des défis, hélas multiples, auxquels ils continuent de faire face.

Le contexte global, marqué par le lent redressement des économies nationales suite à la pandémie du COVID-19, et les conséquences de la guerre en Ukraine qui s'ajoutent au contexte régional, marqué notamment par une détérioration de la situation sécuritaire, et trois transitions militaires au Mali, en Guinée et au Burkina Faso, ainsi qu'une tentative de coup d'Etat en Guinée Bissau, exige, sans aucun doute, une mobilisation accrue de tous les partenaires,

nationaux, régionaux et internationaux.

Les efforts que continue de fournir la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour résoudre les crises dans ces trois pays pour un retour rapide à l'ordre constitutionnel, témoignent de la volonté de ses Etats membres d'apaiser les tensions politiques, et d'ancrer la gouvernance démocratique comme mode de gestion des affaires politiques et publiques dans les pays de la sous-région. A cet égard, la décision prise par la CEDEAO de poursuivre l'examen de son Protocole additionnel sur la démocratie et la bonne gouvernance de 2001, ainsi que des instruments juridiques connexes, en vue de renforcer la démocratie, la liberté et la bonne gouvernance dans la sous-région est une étape importante que nous soutenons.

Les élections prévues en 2023 au Nigeria, au Sierra Leone, et au Liberia, ainsi qu'au Sénégal, en 2024,

constituent une opportunité pour poursuivre le renforcement de la gouvernance démocratique dans ces pays et dans la sous-région.

Ma récente visite au Nigeria, un pays majeur en Afrique de l'Ouest, m'incite à l'optimisme. Car, malgré les défis que connaît ce pays, la détermination et l'engagement affichés par tous les acteurs politiques, et ceux de la société civile d'organiser des élections libres et transparentes, illustrent l'attachement des Nigériens et de leurs institutions à la paix et au développement.

Le 30 août prochain, UNOWAS et la CNMC que j'ai l'honneur de présider, marqueront, à Dakar, leurs 20 ans d'engagement au service de la paix et la prévention des conflits en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Avec nos partenaires régionaux et internationaux, et plus particulièrement, avec la contribution des femmes et des jeunes, nous continuerons notre engagement pour un avenir meilleur en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

U N O W A S

-  UNOWAS, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, a été établi en 2002 en tant que mission politique spéciale régionale qui dépend du Département des Affaires Politiques et de la Consolidation de la Paix (DPPA) des Nations Unies.
-  M. Mahamat Saleh ANNADIF est le Représentant spécial du Secrétaire général (RSSG) pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et chef de l'UNOWAS. Mme Giovanie BIHA est la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général.
-  UNOWAS est mandaté par le Conseil de sécurité pour agir pour la résolution des crises et des conflits à travers un rôle actif dans la diplomatie préventive, les bons offices, et la médiation politique dans les pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel.
-  UNOWAS couvre 16 pays : Bénin, Burkina Faso, Cabo-Verde, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone. Togo et (Tchad).
-  UNOWAS travaille en étroite collaboration avec d'autres entités des Nations Unies et les partenaires régionaux et internationaux tels que la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest, l'Union du fleuve Mano, la Commission du bassin du lac Tchad, la Commission du golfe de Guinée, le Groupe des Cinq pour le Sahel et l'Union Africaine, pour promouvoir une approche intégrée de la prévention des conflits et des défis régionaux.
-  UNOWAS soutient les pays de la sous-région dans leurs efforts pour consolider la bonne gouvernance, le respect de la légalité et les droits de l'homme ,et l'intégration du genre dans les initiatives de prévention et de gestion des conflits.
-  UNOWAS soutient les institutions sous-régionales et les États à renforcer leurs capacités afin de faire face aux menaces transfrontalières et transversales qui pèsent sur la paix et la sécurité dans la sous-région. Il contribue également à l'analyse et l'évaluation de l'impact du changement climatique sur la sécurité et la stabilité dans la sous-région.
-  UNOWAS participe à la mise en œuvre de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel (SINUS) pour soutenir les pays de la région du Sahel dans leur lutte contre les menaces sécuritaires, les défis en matière de développement et la gestion des effets du changement climatique, et la promotion du développement durable.
-  M. Mahamat Saleh ANNADIF est également le Président de la Commission mixte Cameroun-Nigéria (CMCN), créée pour faciliter la mise en œuvre de l'arrêt rendu en 2002 par la Cour internationale de justice (CIJ) sur le différend frontalier entre le Cameroun et le Nigéria.
-  Le mandat de la (CMCN) couvre la démarcation de la frontière terrestre et la délimitation de la frontière maritime ; la facilitation du retrait de la République fédérale du Nigéria et le transfert de l'autorité à la République du Cameroun ; la réponse aux besoins des populations touchées par la démarcation.

Lutte contre le terrorisme - Renforcement des capacités et la formation pour les pays d'Afrique de l'Ouest



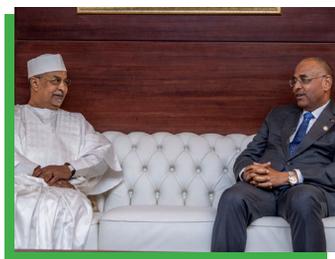
Les 23 et 24 juin 2022, à Marrakech, le Représentant spécial pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Mahamat Saleh ANNADIF, a participé à une réunion de haut niveau des chefs des agences de lutte contre le terrorisme et de sécurité, organisée par le Bureau des Nations Unies contre le Terrorisme (UNOCT) sur le renforcement des capacités et la formation des États membres de l'Afrique de l'Ouest. Dans son intervention, le RSSG a présenté les défis sécuritaires auxquels la région est confrontée tout en soulignant la nécessité de renforcer la gouvernance démocratique et de lutter contre la fragilité des États. Il s'est également félicité de l'Initiative d'Accra et a appelé les partenaires régionaux et internationaux à contribuer à l'amélioration de la situation sécuritaire dans la sous-région.

Comité de pilotage de la stratégie régionale de stabilisation, de redressement et de résilience dans les zones affectées par Boko Haram dans le bassin du lac Tchad



Le Représentant spécial ANNADIF a participé à la troisième réunion du Comité de pilotage de la Stratégie régionale de stabilisation, de redressement et de résilience dans les zones affectées par Boko Haram du bassin du lac Tchad qui s'est tenue à Douala le 10 juin. Les participants ont souligné que la situation sécuritaire reste relativement calme bien qu'imprévisible et fragile alors que les déplacés internes et les réfugiés rentrent progressivement chez eux. Dans son allocution, M. ANNADIF a dit qu'il « est de plus en plus évident que la stratégie régionale, qui s'appuie sur une approche décentralisée, cohérente et coordonnée pour traiter les causes profondes de la crise dans la région, est le mécanisme le plus viable pour la paix et le développement à long Terme du Bassin du Lac Tchad ». La réunion a recommandé davantage de soutien et de coordination à tous les niveaux pour accélérer la mise en œuvre de la réforme du secteur de la sécurité. A l'issue de la rencontre, le Plan d'Action Régional 2022-2024 a été adopté.

Favoriser la cohésion nationale et le dialogue en Côte d'Ivoire



Dans le contexte de la conclusion du dialogue politique en mars, le Représentant spécial Annadif a effectué, du 27 au 28 avril, une mission en Côte d'Ivoire. Lors des entretiens avec le Vice-Président, Tiémoko Meyliet Koné, le Premier Ministre, Patrick Achi, le Ministre de la Réconciliation et de la Cohésion Nationale, Kouadio Konan Bertin et le Médiateur de la République, Adama Toungara, M. Annadif a salué les efforts du Gouvernement pour favoriser la cohésion nationale et le dialogue. Il a, en outre, souligné le rôle essentiel de la Côte d'Ivoire au sein de la CEDEAO, en particulier compte tenu des défis auxquels sont confrontés les trois voisins du pays, le Burkina Faso, la Guinée et le Mali.

Réunion des partenaires contributeurs à Dakar



Le Département des affaires politiques et de consolidation de la paix (DPPA), en collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour l’Afrique de l’Ouest et le Sahel (UNOWAS), a organisé, du 14 au 15 juin 2022, une visite à Dakar des partenaires contributeurs à l’Appel pluriannuel de Fonds de placement. La réunion visait à fournir aux partenaires de DPPA l’occasion d’avoir un aperçu du travail de DPPA, à travers le prisme d’UNOWAS, sur la collaboration régionale, la prévention des conflits, le maintien de la paix, avec un accent particulier sur la diplomatie préventive, la consolidation de la paix et le soutien aux processus électoraux dans la région. Parmi les participants figuraient des représentants d’organisations régionales, des groupes de femmes, ainsi que des coordonnateurs résidents des Nations Unies et des collègues de l’équipe pays des Nations Unies.

Forum de dialogue Sahel - Europe



La deuxième session du Forum de dialogue Sahel-Europe s’est tenue les 15 et 16 juillet 2022 à Madrid. Ce forum offrait un cadre de débat, entre différents acteurs, sur la stabilité du sahel. Participant virtuellement à cérémonie de clôture du Forum, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l’Afrique de l’Ouest et le Sahel, Mahamat Saleh ANNADIF, a exposé son point de vue sur les défis et les opportunités des derniers changements stratégiques au Sahel. Il a souligné la nécessité d’une gouvernance démocratique et responsable dans la lutte contre l’insécurité, qui englobe également la mise en place d’administrations décentralisées pour apporter des solutions et des services aux populations. M. ANNADIF a réitéré l’engagement d’UNOWAS à continuer « d’utiliser tous ses leviers pour plaider en faveur de solutions transversales et holistiques, dont la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel est un vecteur essentiel. »

Troisième édition du forum des Conseillers Paix et Développement



UNOWAS, en partenariat avec le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) de la Suisse, a organisé la troisième édition du forum des Conseiller en paix et développement (CPD). 16 CPD et d’autres acteurs concernés de toute l’Afrique de l’Ouest, se sont réunis à Dakar du 22 au 24 juin 2022 pour évaluer les approches actuelles et renforcer la collaboration. Au cours des deux jours, les participants ont débattu de diverses thématiques : paix et sécurité, consolidation démocratique, réponses aux changements de gouvernement anticonstitutionnels et processus de dialogue politique et de cohésion sociale, appui aux processus électoraux, prévention et lutte contre l’extrémisme violent, appui aux processus inclusifs, partenariats avec les organisations régionales et la collaboration avec les organisations de la société civile.

Paix et Stabilité en Ligne de Mire



M. ANNADIF rencontre le Président de la Commission Electorale Nationale Indépendante (INEC) du Nigeria

La tournée du Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, effectuée début mai dernier au Sénégal, Niger et au Nigeria, a été suivie par une série de déplacements de son Représentant Spécial, Mahamat Saleh ANNADIF dont l'objectif était de renouveler l'engagement et le soutien des Nations Unies aux pays de la sous-région.

La tournée du Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, effectuée début mai dernier au Sénégal, Niger et au Nigeria, a été suivie par une série de déplacements de son Représentant Spécial, Mahamat Saleh ANNADIF dont l'objectif était de renouveler l'engagement et le soutien des Nations Unies aux pays de la sous-région.

Poursuivant l'engagement du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel auprès des pays de la sous-ré-

gion, le Représentant spécial, M. ANNADIF, a multiplié ses déplacements dans plusieurs pays, notamment le Nigeria, la Guinée et le Ghana avant de présenter le rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité, le 07 juillet dernier, sur la situation en Afrique de l'Ouest et le Sahel.

Au Nigeria, un pays majeur en Afrique de l'Ouest, ANNADIF a souligné l'importance de la place qu'occupe ce pays, et a rappelé la nécessité pour tous les acteurs nigériens de rester mobil-

isés pour que le Nigeria continue de jouer ce rôle majeur dans la consolidation de la paix, et la démocratie dans la sous-région. Il a également indiqué que les prochaines élections constituent une opportunité majeure pour renforcer la paix, la démocratie, le développement et la bonne gouvernance au Nigeria, tout en encourageant les autorités Nigériennes, ainsi que tous les acteurs à redoubler d'efforts pour s'assurer de la participation effective des femmes et des jeunes dans le processus électoral.



Lagos, Nigéria - Photo de Muhammadtaha Ibrahim Ma'aji - Unsplash



Les élections, une échéance majeure dans de nombreux pays en 2023, ont également été relevées dans l'intervention du Représentant spécial

Mais mesurant l'impact des défis qui malmènent les pays de la région, ANNADIF a tenu lors de ses diverses interventions à renouveler son appel à la communauté internationale pour un soutien plus actif, notamment dans un contexte sécuritaire régional qui ne cesse de se détériorer, et celui international, affecté par la guerre en Ukraine.

Dans la Capitale ghanéenne, Accra, M. ANNADIF a pris part au Sommet extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), du 04 juillet sur la situation au Mali, en Guinée et au Burkina Faso.

Il a réitéré le soutien indéfectible des Nations Unies à la CEDEAO et aux pays de la sous-région dans leurs efforts inlassables pour consolider la paix et la sécurité, et construire un avenir meilleur pour les populations.

Le Conseil de Sécurité réuni le 07 juillet dernier pour discuter de la situation en Afrique de l'Ouest et le Sahel, constituait une belle opportunité pour le Représentant spécial d'amplifier cet appel tout en présentant, pour la troisième fois depuis sa prise de fonction, le rapport du Secrétaire général

sur les activités de son Bureau, UNOWAS.

Le Rapport qui couvre la période allant du 22 décembre 2021 au 22 juin 2022, donne un aperçu sur l'évolution de la situation et des tendances observées en Afrique de l'Ouest et au Sahel, et fait un point sur les activités menées par UNOWAS, ainsi que les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel (UNISS). Il fait également un point de la situation dans le bassin du lac Tchad, conformément aux dispositions de la résolution 2349 (2017) du Conseil de sécurité.

Lors de son intervention au Conseil de Sécurité, ANNADIF a réitéré le soutien de l'UNOWAS aux efforts de la CEDEAO pour résoudre les crises politiques au Mali, Guinée, et Burkina Faso



Une salle de classe au Nigeria - Photo: Doug Linstedt - Unsplash

suite au coups d'Etat, et faciliter le retour rapide à l'ordre constitutionnel. Il a également encouragé la CEDEAO de poursuivre l'examen de son Protocole additionnel sur la démocratie et la bonne gouvernance de 2001, ainsi que des instruments juridiques connexes, en vue de renforcer la démocratie, la liberté et la bonne gouvernance dans la sous-région.

Cet appel est d'autant plus important, que l'insécurité s'est accrue suite aux activités de groupes armés non étatiques, ce qui a conduit à un plus grand nombre de déplacements à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières, et a compromis les progrès attendus dans l'éducation et dans d'autres secteurs. Les actes terroristes commis dans des pays côtiers de la sous-région soulignent, selon ANNADIF, la persistance de la

menace que représente l'expansion du terrorisme vers ces pays qui ont, en réponse, intensifié leur collaboration dans le cadre de l'Initiative d'Accra pour combattre et prévenir les attaques terroristes. De leur côté, le Burki-



ANNADIF a réitéré le soutien de l'UNOWAS aux efforts de la CEDEAO pour résoudre les crises politiques au Mali, Guinée, et Burkina Faso suite au coups d'Etat, et faciliter le retour rapide à l'ordre constitutionnel

na Faso et le Niger ont révisé leurs stratégies de lutte contre le terrorisme pour y intégrer des actions visant au dialogue local et à la réintégration.

Les élections, une échéance majeure dans de nombreux pays en 2023, ont également été relevées dans l'intervention du Représentant spécial. Elles constitueront sans aucun doute une opportunité pour renforcer la bonne gouvernance et la démocratie, mais elles peuvent aussi être une source de tensions si elles ne sont pas organisées dans un esprit inclusif et pacifique qui prend en compte l'intérêt des citoyens.

Le Représentant Spécial a également souligné la nécessité de soutenir les pays de la sous-région qui font face à des divers défis, notamment humanitaire dont la situation a atteint un



Réunion de la délégation de l'UNOWAS et du Bureau du Coordonnateur Résident à Abuja

seuil alarmant, subissant une aggravation du fait de perspectives sombres en matière de récoltes, et la violence et l'insécurité ont aussi empêché l'accès aux terres agricoles dans certaines zones. Plus de 40 800 personnes ont fui leur pays, ce qui, en mai, a porté à près de 1,1 million le nombre total de réfugiés dans la sous-région. Dans le même temps, alors que les économies régionales se remettaient des conséquences de la pandémie de COVID-19, la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie a encore exacerbé les

vulnérabilités et inégalités existantes.

En sa qualité de Président de la Commission Mixte Cameroun-Nigeria, (CNMC), ANNADIF a aussi fait un point sur les avancées concernant la finalisation du processus de démarcation entre les deux pays. Il a informé que 327 nouvelles bornes ont été posées, ce qui porte le taux de réalisation à 75 %. Ces travaux de démarcation se sont également accompagnés d'activités locales visant à instaurer la confiance entre les deux com-

munités frontalières. ANNADIF a aussi fait part du rapport de la sous-commission de démarcation dans lequel sont formulées des recommandations pour le règlement de trois points de désaccord restants. Il a souligné, l'implication des Nations Unies à travers les coordonnateurs résidents et les équipes pays au Cameroun et au Nigéria, afin qu'une aide plus importante en matière de programmes soit fournie aux populations touchées par le processus de démarcation.

UNOWAS, promouvoir la paix et prévenir les conflits en Afrique de l'Ouest et au Sahel

Nous travaillons avec nos partenaires régionaux en faveur de la paix et la sécurité

Nous soutenons les pays dans la promotion et la protection des droits humains

Nous contribuons à la participation effective des femmes et des jeunes à la consolidation de la paix et à la prévention des conflits

Nous soutenons la mise en œuvre de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel

Nous soutenons les pays dans leurs efforts à répondre aux multiples défis liés à la paix et à la sécurité

Le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), une Mission politique spéciale régionale du Département des affaires politiques et de consolidation de la paix (DPPA) des Nations Unies.

Nous facilitons la mise en œuvre de la décision de la Cour Internationale de Justice sur le différend frontalier entre le Cameroun et le Nigéria

« Le Nigeria pourrait être un leader mondial sur de nombreux fronts »



M. Matthias Schmale
 Coordonnateur Résident et Coordonnateur
 Humanitaire des Nations Unies pour le Nigeria

Le nouveau coordinateur Résident des Nations unies et Coordinateur Humanitaire au Nigeria, Matthias Schmale, a travaillé dans plusieurs contextes de conflits complexes, notamment en Palestine et en Syrie pour les Nations unies, et a occupé des fonctions humanitaires au sein de la Fédération internationale de la Croix-Rouge à Genève. Après seulement 8 mois en poste, il estime que malgré les nombreux défis, «le Nigeria pourrait être un leader dans le monde sur de nombreux fronts.» Interview.

Vous êtes le coordinateur Résident et Coordinateur Humanitaire des Nations unies au Nigeria depuis décembre dernier ? Que pouvez-vous nous dire sur ce pays et sur votre rôle ?

Après seulement 8 mois passés dans ce fascinant et magnifique pays, les impressions sont nombreuses, profondes et contradictoires. D'un côté, il y a non seulement une histoire et une culture riches, mais aussi un esprit d'entreprise et d'innovation florissant, des réalisations dans l'amélioration des infrastructures et des femmes jouant un rôle de premier plan, par exemple, dans le secteur privé et dans le système judiciaire.

Cependant, il y a les défis dramatiques auxquels le Nigeria est confronté de l'impact dévastateur du conflit non-international dans le Nord-Est à plus de deux mille enfants en moyenne qui meurent chaque jour de maladies évitables, en passant par le nombre stupéfiant de près de 100 millions de personnes vivant dans la pauvreté. L'impact du conflit sur les civils que je vois au Nigeria est vraiment déchirant. Mais, grâce à l'énorme potentiel de sa population et de ses ressources naturelles, le Nigeria pourrait être un leader mondial sur de nombreux fronts. Cela me laisse optimiste quant à ce que le pays peut réaliser et à la manière dont les

Nations unies peuvent jouer un rôle essentiel pour faire de la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) une réalité.

En tant que Coordinateur Résident et Coordinateur Humanitaire, mon rôle est divers et engageant. En tant que Représentant du Secrétaire général de l'ONU, j'ai 10 fonctions essentielles, notamment l'analyse et la planification stratégiques, le soutien aux systèmes et processus de coordination nationaux, le développement et la gestion de services d'appui opérationnel partagés au sein de l'ONU, la gestion des crises et la préparation aux interventions,



Nous ne pouvons pas parler de l'avenir et de l'agenda 2030 sans la présence des jeunes à la table. Pour réussir, toute initiative de développement doit inclure les jeunes. Ils doivent avoir leur mot à dire sur leur avenir.

la communication externe et le plaidoyer, les droits de l'homme et le développement, la mobilisation conjointe des ressources et la gestion des fonds, la supervision du cycle de programmation par pays de l'ONU, ainsi que la représentation et le soutien du secrétariat de l'ONU, des agences de l'ONU et des agences non résidentes.

Mon rôle est de permettre aux 24 agences de l'ONU travaillant au Nigéria d'être plus transformatrices et catalytiques par nature, afin de s'assurer que le Nigéria «bouge l'aiguille» pour obtenir un impact bien plus important dans ses aspirations de développement. Cela signifie qu'il faut soutenir les agences des Nations unies et le gouvernement nigérian dans la mise en œuvre des quatre piliers fondamentaux que sont le développement durable, l'aide humanitaire, les droits de l'homme et la paix.

Dans un environnement complexe comme celui du Nigeria, le travail de développement durable et d'aide humanitaire

comporte souvent des aspects liés aux droits de l'homme et à la consolidation de la paix, ce qui illustre l'importance de travailler sur ce que nous appelons le lien (le nexus) entre l'humainitaire, le développement et la consolidation de la paix.

Justement, comment l'ONU peut-elle être plus transformatrice dans un environnement complexe comme le Nigeria ?

Le contexte du Nigéria est complexe, avec six zones géopolitiques et une population estimée à au moins 215 millions d'habitants, ce qui en fait la plus grande population d'Afrique et la sixième du monde. Le Nigeria présente une répartition presque égale en termes de population urbaine et non urbaine, ainsi qu'en termes de ratio hommes/femmes. Il compte également près de 40% de la population âgée de moins de 14 ans, ce qui illustre le potentiel croissant et la nécessité de soutenir les jeunes dans le pays. La voix des jeunes doit être entendue sur les questions qui les concernent. On me dit qu'un proverbe du sud-ouest du Nigéria dit : «On ne peut pas raser la tête de quelqu'un en son absence». Lors d'une récente réunion avec des personnes vivant avec un handicap, celles-ci - y compris les jeunes parmi elles - ont souligné l'importance du slogan «rien sur nous sans nous». Ce slogan s'applique également aux jeunes. Nous ne pouvons pas parler de l'avenir et de l'agenda 2030 sans la présence des jeunes à la table. Pour réussir, toute initiative de développement doit inclure les jeunes. Ils doivent avoir leur mot à dire sur leur avenir.

Enfin, le Nigeria compte plus de 250 groupes ethniques, plus de 500 langues et un certain nombre d'identités religieuses, ce qui explique la richesse de sa culture et de ses traditions, ainsi que certaines tensions et certains conflits au niveau communal, étatique et fédéral.

Nous répondons à la situation humanitaire dans le nord-est du Nigéria par le biais du plan de réponse humanitaire basé sur l'aperçu des besoins humanitaires. L'insécurité persistante limite l'accès des populations touchées à l'aide dont elles ont tant besoin. L'accès aux services couvrant les besoins humains de base tels que les espaces d'apprentissage temporaires, les toilettes et les douches, la distribution de kits d'hygiène aux familles, la construction et la réhabilitation de forages avec des batteries de points d'eau est un droit humain.

L'ONU continue de plaider auprès des autorités compétentes, tant au niveau fédéral qu'au niveau des États, pour trouver des solutions durables aux causes profondes du déplacement. Comme l'a reconnu le gouvernement, le Nigéria doit prendre de grandes décisions maintenant avec sagesse et courage pour réaliser son potentiel.

Plus largement, une transformation économique, sociale et politique fondée sur la culture de l'innovation et de la numérisation permettrait au Nigeria de faire un bond dans le 21e siècle. En s'appuyant sur ces éléments, une poussée vers le vert est la bonne option pour le Nigeria, ce qui se traduira par une croissance plus rapide



et de meilleurs résultats à tous les niveaux, pour les entreprises comme pour les communautés. Et un leadership régional fort, notamment dans le domaine du commerce, clé de la croissance du Nigeria, soutiendra le développement durable.

2023 est une année électorale pour le Nigeria. Quels sont les principaux défis et priorités que vous prévoyez avant cette échéance ?

Le Nigeria et le reste de l'Afrique sont confrontés à de nombreux défis. Les économies ont piqué du nez en raison de l'impact de la pandémie de COVID-19 et de la guerre en cours en Ukraine ; la pauvreté multidimensionnelle a augmenté ; la paix et la sécurité sont constamment menacées ; l'extrémisme violent est en hausse, l'impact du changement climatique se fait sentir et la ca-

pacité d'adaptation des populations est poussée à ses limites.

La hausse des prix du pétrole brut et l'augmentation par l'OPEP du quota de production pétrolière du Nigeria devraient consolider les recettes publiques et les recettes en devises du Nigeria provenant des ventes de pétrole brut. Malgré les gains exceptionnels possibles, le Nigeria devrait subir une perte nette de devises étrangères, car les prix des produits pétroliers et d'autres produits de base comme le blé ont considérablement augmenté. La hausse des factures d'importation, l'augmentation des subventions pour les produits pétroliers raffinés et l'augmentation des paiements du service de la dette pourraient potentiellement réduire les revenus du gouvernement et les réserves de change. Nous commençons à entrevoir des répercussions négatives sur

le coût de la vie et les activités commerciales au Nigeria. Ainsi, le Nigeria pourrait être confronté à de sérieux défis macroéconomiques, notamment des pressions sur le naira, une inflation élevée, une détérioration du déficit budgétaire et une augmentation de la dette dans les mois à venir.

La hausse des températures constitue un autre défi évident. En 2020, 22 villes nigérianes ont enregistré des températures supérieures à 40 °C pendant une moyenne combinée d'environ 27 jours. La même année, 17 États ont enregistré des précipitations élevées sur un jour, de 100 mm et plus. D'autres événements à déclenchement rapide tels que les crues soudaines, les inondations fluviales, les inondations côtières, l'érosion côtière, les vagues et les houles océaniques, les tempêtes de vent et les tem-

pêtes de poussière se produisent dans diverses régions du Nigeria. Dans le même temps, la désertification continue de menacer les moyens de subsistance de plus de 40 millions de personnes dans 11 États du nord, qui représentent environ 35 % de la superficie totale du pays.

Nous devons tous nous regrouper, nous réengager et mieux reconstruire pour atteindre l'agenda 2030 et les objectifs de développement durable (ODD) qui y sont liés. Cela nécessite une durabilité économique, environnementale et sociale. Le développement durable concerne le développement économique qui est socialement inclusif et écologiquement durable - un développement qui équilibre la prospérité avec le progrès pour les personnes et la protection de la planète. Il nécessite une bonne connaissance de l'économie, de la justice sociale - ne laisser personne de côté - des droits de l'homme et de l'équité, ainsi que de la réduction des inégalités.

Nous devons identifier les initiatives transformatrices qui permettront de faire bouger les choses, par exemple en donnant un emploi à un grand nombre de jeunes, en mettant à la disposition de tous des énergies renouvelables abordables et en renouvelant le fragile contrat social.

En tant que membres de la communauté mondiale, nous, aux Nations unies, et vous, au Nigeria, sommes encore loin du monde que nous souhaitons. Ce qui semble certain, c'est qu'aucun pays ne peut à lui seul résoudre les myriades de défis qui se posent dans le monde. Notre

meilleur espoir réside dans la coopération internationale et le multilatéralisme en faveur du développement durable. Les gouvernements, les Nations unies, la société civile, le monde universitaire et le secteur privé doivent se mobiliser ensemble pour réaliser les objectifs de développement durable pour les personnes et pour la planète.

En ce qui concerne les prochaines élections présidentielles de février 2023 et les élections des gouverneurs de mars 2023, nous restons optimistes et pensons que le processus électoral sera libre, équitable et crédible. Une Mission d'Évaluation des Besoins électoraux (NAM) a été menée en avril 2022 à la demande du gouvernement nigérian et l'ONU travaille avec ses interlocuteurs gouvernementaux pour soutenir les élections. Avec beaucoup d'autres, nous espérons un débat constructif au cours de ces prochains mois sur les options permettant de résoudre les grands problèmes du pays. Il va sans dire que le choix que le peuple fera en 2023, déterminera la qualité du leadership et de la gouvernance pour les quatre prochaines années, qui sont cruciales pour un changement radical dans la réalisation des ambitions de développement du pays. Il déterminera également le type de leadership que le Nigeria occupera en Afrique et dans le concert des nations. J'encourage tous les Nigériens éligibles, en particulier les femmes et les jeunes, à saisir les opportunités offertes par la nouvelle loi électorale pour s'inscrire et participer efficacement aux élections. Et au nom des Nations unies au Nigeria, je souhaite au pays des élections

pacifiques et réussies, sans violence ni truquage, en 2023.

L'ONU a été un partenaire actif au Nigeria. Quelles sont les principales réalisations de l'ONU au Nigeria ?

L'objectif collectif de l'ONU est de fournir un soutien technique et financier en vue de la réalisation du plan de développement national à moyen terme du Nigeria et de la réalisation de progrès en matière d'ODD aux niveaux national et infranational.

Le système des Nations Unies a aidé le gouvernement à organiser des dialogues au sommet sur les systèmes alimentaires afin de promouvoir des systèmes alimentaires plus durables. Le gouvernement assure actuellement le suivi en organisant des processus de planification d'actions infranationales sans assistance. Cela devrait avoir une influence positive sur le plan du gouvernement visant à sortir 100 millions de personnes de la pauvreté dans les dix prochaines années.



Nous poursuivons d'autres efforts de consolidation de la paix, par exemple dans le Middle Belt, et le soutien continu de notre bureau de lutte contre le terrorisme au siège des Nations unies.



Dans le cadre du plan d'action pour l'emploi des jeunes au Nigeria, de nombreuses agences des Nations unies travaillent ensemble pour tenter de résoudre l'énorme problème du chômage des jeunes. Permettez-moi de vous donner quelques exemples. Il y a quelques mois, le PNUD a lancé le Jubilee Fellows Programme. Il s'agit d'une initiative visant à permettre à 20 000 jeunes qualifiés de trouver un emploi dans le secteur privé ou public et dans les agences de développement international. C'est un moyen de permettre au secteur privé de puiser dans ce vaste réservoir de jeunes Nigériens bien formés. Une autre initiative, lancée par l'ONUDI, s'appelle le Nigeria Start-Up Centre. Il s'agit d'une plateforme permettant aux jeunes entrepreneurs de déployer la technologie pour créer leurs propres entre-

prises numériques. Une initiative similaire de l'OIT, en collaboration avec l'Union internationale des télécommunications, vise à améliorer les compétences des jeunes pour leur permettre de créer des entreprises dans le domaine de la technologie. Nous avons également une grande initiative menée par l'UNICEF appelée Generation Unlimited qui vise à connecter plus de 20 millions de jeunes avec des opportunités de prospérer dans l'économie numérique. En outre, la FAO travaille avec des jeunes non scolarisés pour les intégrer dans la chaîne de valeur agricole. Nous continuerons à travailler ensemble pour développer ces solutions et accroître leur impact.

Nous savons tous qu'il existe des problèmes culturels, des discriminations, des violences

à l'encontre des femmes et certaines pratiques néfastes qui empêchent une jeune fille ou une femme d'accomplir son destin dans la vie. Nous avons un projet majeur appelé l'initiative Spotlight, financé principalement par l'Union européenne, qui vise à relever ces défis dans tout le pays. Mes collègues d'ONU Femmes travaillent également avec le gouvernement, l'Assemblée nationale et d'autres parties prenantes pour s'assurer que les cadres juridiques et politiques soutiennent l'égalité des sexes dans tous les aspects de la vie, y compris dans les domaines politiques que vous avez mentionnés. Et mes collègues de l'UNODC travaillent avec la police nigérienne pour s'assurer que davantage d'officiers féminins sont recrutés afin de contribuer à l'égalité des sexes dans la société. Le changement viendra inévi-

tablement si nous restons tous engagés à surmonter les obstacles qui empêchent les femmes de réaliser leur potentiel.

Nous savons qu'il ne peut y avoir de développement sans paix, ni de paix sans développement. Le comité de paix national au niveau fédéral et certains comités de paix à des niveaux inférieurs ont été soutenus par l'ONU. Nous travaillons également par le biais du dialogue politique et des bons offices de l'ONU, par exemple le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique de l'Ouest, en plus de notre soutien aux agences de sécurité du gouvernement. Nous poursuivrons d'autres efforts de consolidation de la paix, par exemple dans le Middle Belt, et le soutien continu de notre

bureau de lutte contre le terrorisme au siège des Nations unies.

Pour aider à maintenir les enfants à l'école, l'UNICEF soutient la mobilisation communautaire et les transferts d'argent liquide afin de réduire le nombre d'enfants almajiri qui ne sont pas scolarisés. La réhabilitation et la construction d'infrastructures par le biais de micro-subventions aux comités de gestion des centres sont également soutenues, ainsi que l'intégration des Almajiri dans les écoles publiques formelles, et la mise en place de voies d'apprentissage alternatives par le biais d'options à faible technologie telles que les centres d'apprentissage communautaires. En outre, l'UNFPA, avec le soutien de la Norvège et du Canada, aide plus de 30 000

filles à s'inscrire et à rester à l'école et dans des espaces sûrs.

Nous travaillons en partenariat avec le gouvernement et d'autres parties prenantes sur un certain nombre d'efforts importants pour lutter contre le changement climatique. Il s'agit notamment de la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national dans le cadre de l'Accord de Paris, du renforcement des capacités nationales et infranationales en matière de planification participative, de formulation de politiques et de gestion durable des ressources naturelles, et du renforcement des capacités nationales de préparation pour accéder au Fonds vert pour le climat et au Fonds pour l'environnement mondial.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE





Allocutions d'ouverture lors de la quatrième consultation régionale des Institutions Nationales des Droits de l'Homme (INDH) en Afrique de l'Ouest, à Abidjan

Les INDH, acteurs majeurs dans la promotion de la paix et de la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel

La quatrième consultation régionale des Institutions Nationales des Droits de l'Homme (INDH) en Afrique de l'Ouest s'est tenue à Abidjan, en Côte d'Ivoire, du 28 au 30 juin 2022. Pendant trois jours, des représentants des INDH de quatorze (14) pays ont exploré les voies et moyens de renforcer la coopération régionale pour une mise en œuvre efficace des stratégies de promotion et de protection des droits de l'homme.

Dans le cadre de son mandat relatif à la promotion de la paix et de la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) entretient un partenariat avec les INDH, les acteurs régionaux et nationaux dans le but de renforcer la culture du respect des droits de l'homme, l'état de droit et la bonne gouvernance à travers une stratégie de prévention des conflits. Avec le soutien continu d'UNOWAS et d'autres partenaires régionaux tels que la Commission de la Communauté

des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH), le réseau des Institutions Nationales des Droits de l'Homme d'Afrique de l'Ouest organisent annuellement la consultation régionale des INDH en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

Cette année, la quatrième édition, tenue dans la capitale ivoirienne, Abidjan, a réuni pendant trois jours, des représentants du Bénin, du Burkina Faso, du Cabo Verde, de la Côte d'Ivoire, de la

Gambie, du Ghana, de la Guinée Bissau, du Liberia, du Mali, du Niger, du Nigeria, du Sénégal, de la Sierra Leone, et du Togo. L'objectif de la rencontre était d'explorer les possibilités de renforcer la coopération régionale en vue de consolider la mise en œuvre des stratégies nationales et régionales de promotion et de protection des droits de l'homme en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

L'ONU et les organisations sous-régionales soutiennent les INDH

Depuis presque 30 ans, les Institutions Nationales des Droits de l'Homme (INDH) contribuent à la mise en œuvre efficace des droits humains au sein des Etats. Organisations indépendantes, les INDH ont été mises en place en 1993 à Vienne, lors de la Conférence mondiale des Nations Unies sur les droits de l'homme. Elles sont principalement chargées de leur application conformément aux Principes de Paris relatifs au statut et au fonctionnement des Institutions nationales pour la protection et la promotion des droits de l'homme.



Il y a des restrictions de l'espace civique et politique, il y a des menaces sur la liberté d'expression, sur la liberté de presse, sur la liberté d'opinion

En Afrique de l'Ouest et du Sahel, les INDH jouent un rôle primordial dans la promotion de la paix et de la sécurité. L'indépendance et le développement institutionnel des Institutions Nationales des Droits de l'Homme (INDH), le renforcement de leur rôle dans la prévention, la promotion et la protection des droits de l'homme, ainsi que les différents défis en matière de droits de l'homme auxquels la région est actuellement confrontée, sont autant de sujets qui ont été abordés durant cette quatrième consultation régionale des INDH.

Des sujets ont dominé les discussions, notamment les menaces liées au terrorisme, la réduction de l'espace civique et l'impunité, la propagation accrue du discours de haine et les violations des droits de l'homme dans le contexte de la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme, les processus électoraux et les transitions politiques en cours dans la région de la CEDEAO, ainsi que la promotion et la protection des droits des groupes vulnérables, notamment les femmes, les enfants et les migrants.

Durant son intervention, la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Mme Giovane Biha, a mis en exergue la centralité des droits de l'homme dans la promotion de la paix, de la sécurité et du développement durable. Elle a également souligné le rôle clé des acteurs des droits de l'homme, notamment celui des Institutions Nationales des Droits de l'Homme.

Les Représentants des Institutions des Droits de l'homme ont émis des recommandations qui devraient permettre de s'attaquer aux causes structurelles sous-jacentes des conflits et, favoriser, la promotion d'une paix et d'une stabilité durables dans la région. Ils ont, notamment, exhorté les INDH à continuer à surveiller les processus électoraux et à s'engager avec les parties prenantes concernées pour s'assurer que ces processus sont inclusifs, pacifiques, transparents et respectueux des droits de l'Homme et de l'Etat de droit.



Depuis presque 30 ans, les Institutions Nationales des Droits de l'Homme (INDH) contribuent à la mise en œuvre efficace des droits humains au sein des Etats

Une collaboration renforcée avec l'ONU

Aujourd'hui, trois pays de la région, notamment le Burkina Faso, la Guinée et le Mali, sont dans une situation de transition politique, suite à des coups d'Etat. M. Aguibou BOUARE, Président de la commission nationale des droits de l'homme du Mali, dans une interview avec UNOWAS Magazine, a révélé que dans son pays, « le coup d'état a entraîné des conséquences sur les libertés individuelles et collectives et que la situation des droits de l'homme s'est un peu dégradée ». M. BOUARE a souligné que le contexte actuel « est un terrain fertile aux violations des droits de l'homme ». « Il y a des restrictions de l'espace civique et politique, il y a des menaces sur la liberté d'expression, sur la liberté de presse, sur la liberté d'opinion, » s'est-il désolé, avant de préciser : « nous essayons de jouer notre rôle. Jusqu'à preuve du contraire, nous sommes respectés par les autorités parce que nous ne recevons pas d'instructions formellement et ni de menaces directes. »



Un centre de transit pour migrants expulsés d'Algérie vers leur pays, Agadez, Niger - PHOTO : UNICEF

Sur cette question des transitions politiques, les représentants des INDH ont souligné l'importance d'un engagement continu avec les autorités de transition pour plaider en faveur du respect des droits de l'Homme et du retour accéléré à l'ordre constitutionnel et à l'État de droit.

La mise à disposition davantage de ressources publiques et le renforcement des relations avec

les autorités nationales et les organisations de la société civile, sont nécessaires pour les INDH. Il faut reconnaître que de nombreuses INDH continuent de faire face à divers défis concernant leur fonctionnement et leur efficacité. C'est pour cette raison que les Nations Unies, notamment UNOWAS, continuent de soutenir la mise en œuvre des initiatives des INDH pour la promotion et la protection des

droits de l'Homme pour une paix, une sécurité et un développement durable en Afrique de l'Ouest.

Et cet engagement est bien apprécié des INDH qui ont appelé au renforcement de la collaboration avec les organisations régionales et les Nations Unies autour des questions émergentes en matière de droits de l'Homme en Afrique de l'Ouest.

La Commission Mixte Cameroun-Nigeria en Action

Activités

Réalisations

Faciliter le retrait des troupes et le transfert d'autorité dans la zone du lac Tchad, le long de la frontière terrestre et dans la presqu'île de Bakassi

La CMCN a facilité le transfert pacifique de l'autorité de Bakassi au Cameroun par le biais de l'Accord de Greentree, conformément à l'arrêt de la Cour Internationale de Justice.

Délimitation de la frontière terrestre et délimitation de la frontière maritime entre les deux pays

2 050 kilomètres de démarcation ont été enquêtés et approuvés par le Cameroun et le Nigeria sur un total d'environ 2 100 kilomètres.

Délimitation de la frontière maritime conformément à l'arrêt de la Cour Internationale de Justice.

Sur un total of 2696 piliers à mettre en place, 1673 bornes ont déjà été construites et placées.

Répondre aux besoins des populations locales dans les zones frontalières affectées par les activités de démarcation

La CMCN, en liaison avec des partenaires, a développé des programmes en faveur des populations pour atténuer les impacts causés par la démarcation.

Faire des recommandations sur le renforcement de la confiance afin de promouvoir les opérations de coopération transfrontalières

La Commission mixte a également approuvé les recommandations de coopération transfrontalière sur les gisements d'hydrocarbures à cheval sur la frontière maritime.

“L’indépendance des institutions nationales des droits de l’homme est essentielle pour freiner les questions émergentes en matière de droits de l’homme”



Joseph Whittal

Président du Réseau des Institutions Nationales des Droits de l’Homme (INDH) en Afrique de l’Ouest

Joseph Whittal est le Président du Réseau des Institutions Nationales des Droits de l’Homme (INDH) en Afrique de l’Ouest. Il est également commissaire ghanéen de la Commission des droits de l’homme et de la justice administrative (CHRAJ). Il nous parle de la quatrième consultation des INDH en Afrique de l’Ouest et ses résultats. Interview.

Monsieur Whittal, nous sommes ici à Abidjan pour une consultation de trois jours des INDH. Quel est le but de cette réunion ?

Chaque année, le Réseau des INDH en Afrique de l’Ouest organise ce que nous appelons des consultations annuelles autour de thèmes liés à la promotion et à la protection des droits de l’homme, que le réseau juge cruciaux, soit en raison des problèmes qui se jouent localement dans les pays d’Afrique de l’Ouest, soit en raison de leur importance internationale.

Cette année, nous avons choisi de centrer nos discussions sur les thèmes de l’indépendance et de la fonctionnalité institutionnelle des institutions nationales des droits de l’homme. Ces institutions doivent être indépendantes, pour pouvoir être un contrepoids sur l’exécutif et sur l’autre branche du gouvernement, le législatif, et d’autres organes qui empiètent sur les droits de l’homme ou les font progresser. C’est crucial !

Nous avons discuté du rétrécissement de l’espace civique, des attaques contre les médias, de la façon dont les

gens ne peuvent pas dénoncer un fait et de toutes sortes de xénophobie et de toute cette discrimination contre les femmes, contre les groupes vulnérables, le handicap, entre autres. Nous avons veillé à ce que nous en discutions, car ces questions sont pertinentes pour notre institution. L’Afrique de l’Ouest est secouée par un certain nombre de coups d’État, de transitions politiques et de la prévention des droits de l’homme impactée par les dispositions transitoires provoquées par les coups d’État. Et mêmes en termes de changements démocratiques de gouvernements, il y a des

impacts sur les droits de l'homme. Nous avons discuté de tout cela.

Le Pacte mondial sur la migration a notamment été abordé. La migration est un gros problème en Afrique de l'Ouest, car ce sont nos jeunes qui partent à la recherche de pâturages plus verts. Si les jeunes ont la possibilité d'avoir un emploi, si l'on s'attaque à la pauvreté, ces jeunes ne seront obligés pas de voyager et à mettre leur vie en danger à travers le désert du Sahara, le Maroc et d'autres endroits, pour accéder à l'Europe.

Nous avons ensuite attiré l'attention sur le rôle que les institutions nationales des droits de l'homme peuvent jouer pour soutenir les questions de migration des jeunes. Nous devons veiller à ce que les autorités étatiques qui sont chargées de veiller à ce que les questions migratoires soient traitées y intègrent une dimension des droits de l'homme.

Pouvez-vous nous en dire plus sur le Réseau régional des institutions nationales des droits de l'homme en Afrique de l'Ouest ? Quelles sont les principales réalisations du réseau ?

Je dirais qu'il y en a beaucoup. Il fut un temps, où il n'y avait que quatre institutions avec le statut A : le Ghana, le Nigeria, la Côte d'Ivoire, et je pense le Togo. Mais maintenant, nous avons plusieurs institutions nationales des droits de l'homme, qui étaient de catégorie B, qui sont en catégorie A, parce que nous avons travaillé sur

leur cadre juridique. Nous avons pu travailler avec les autorités étatiques pour améliorer leur cadre afin de leur permettre d'avoir le statut A. Lorsque vous avez le statut A, cela signifie que vous avez une reconnaissance, au niveau de la commission Afrique et dans les forums de l'ONU, comme l'Examen Périodique Universel.

Nous avons également essayé de mobiliser des ressources, de coopérer et de développer le soutien des partenaires pour certains des INDH. Ils n'ont pas toujours la capacité requise donc vous avez besoin pour les former. En leur permettant d'embrasser réellement l'éthique des droits de l'homme, ils seront en mesure d'améliorer leur travail en tant que professionnels. C'est ce que nous avons fait pour eux.

Quelles sont les principales recommandations de cette consultation des institutions nationales des droits de l'homme ?

Elles soulignent très clairement que l'indépendance des institutions nationales des droits de l'homme est vitale. Par conséquent, les autorités nationales devraient veiller à améliorer leurs dotations budgétaires aux institutions nationales des droits de l'homme. Si nous n'améliorons pas leurs allocations budgétaires, elles ne pourront pas faire ce qu'on attend d'elles. Nous parlons de questions émergentes en matière de droits de la personne. Nous avons le terrorisme dans notre sous-continent. Nous avons l'extrémisme violent. Nous avons tel-

lement de questions émergentes en matière de droits de l'homme qui nécessitent des ressources pour aider les INDH à jouer un rôle significatif.

L'autre recommandation principale qui a été émise est que nous devrions examiner le Pacte mondial sur la migration. Le rôle des INDH nous appelle à voir ce que nous pouvons faire pour aider les autorités de l'État à apprécier les droits humains sur la migration, car nous sommes un sous-continent dont les jeunes migrent le plus.

Une perspective d'avenir ?

Au niveau personnel, c'est ma troisième année en tant que président du réseau. Je souhaite que la prochaine fois que je passerai la main, je transmettrai un réseau qui a des institutions nationales des droits de l'homme très renforcées. Plus précisément, j'espère que nous aurons 15 institutions de statut A. En travaillant en étroite collaboration avec la CEDEAO, nous serons en mesure de trouver des solutions pour les deux INDH qui rencontrent des difficultés et des défis. Nous avons à l'esprit, le Cabo Verde qui a des problèmes. Nous voulons voir comment le réseau peut s'insérer et entreprendre une mission de solidarité auprès du parlement du Cabo Verde. Nous voulons aussi voir ce que nous pouvons faire avec la Guinée, en raison de la dissolution de l'INDH là-bas. Nous espérons y parvenir au cours de mon mandat.

DÉFENDEZ LES DROITS DE L'HOMME

#STANDUP4HUMANRIGHTS

“Les droits de l’homme sont au cœur de nos efforts pour renforcer la paix et la stabilité dans la région”



Williams Lifongo

Conseiller principal pour les Droits de l’Homme

UNOWAS

En marge de la quatrième consultation régionale des institutions nationales des droits de l’homme en Afrique de l’Ouest, M. Williams Lifongo, Conseiller principal pour les droits de l’homme du Bureau des Nations Unies pour l’Afrique de l’Ouest et le Sahel (UNOWAS), s’est entretenu avec nous sur la situation des droits de l’homme dans la région et le rôle d’UNOWAS dans la promotion du respect des droits de l’homme.

Quel est le rôle de l’UNOWAS en matière de protection des droits de l’homme ?

Travailler avec les acteurs nationaux et régionaux sur la protection des droits de l’homme et le renforcement de l’état de droit est un élément essentiel du mandat de l’UNOWAS. Grâce à différentes approches stratégiques, nous nous engageons aux niveaux régional et national, en mettant l’accent sur le renforcement et le soutien des réseaux régionaux. Cela se fait à travers les bons offices du Représentant spécial qui est engagé dans la défense du respect des droits de l’homme et de l’état de droit dans la région. Ce travail est soutenu par l’UNOWAS qui travaille activement et plaide pour la

paix et la sécurité dans la région. En outre, au niveau régional, nous travaillons en étroite collaboration avec la commission de la Communauté Economique des Etats de l’Afrique de l’Ouest (CEDEAO) pour soutenir ses initiatives liées au respect des droits de l’homme.

En collaboration avec le Haut-Commissariat aux droits de l’homme et la Commission de la CEDEAO, nous appuyons le réseau régional des institutions nationales des droits de l’homme. Nous soutenons également le réseau régional des défenseurs des droits de l’homme, qui est un groupe d’organisations de la société civile des droits de l’homme et qui est en train d’établir un réseau original pour les

décideurs, que nous appelons un forum pour les ministres de la justice de la région. Nous espérons que cela sera efficace pour soutenir la volonté politique nécessaire pour relever le défi de l’impunité et renforcer la gouvernance judiciaire dans la région.

Nous travaillons également en étroite collaboration au niveau national, avec l’équipe pays des Nations Unies et avec des acteurs spécifiques des droits de l’homme, afin d’être en mesure d’identifier les défis et de voir dans quelle mesure UNOWAS peut aider à les relever.

L’UNOWAS a appuyé l’organisation de consultations régionales des institutions nationales des droits de

l'homme. Pouvez-vous nous en dire plus ? Quelles sont les principales recommandations de cette réunion ?

La consultation régionale, qui est menée par le réseau régional, est l'une de nos approches stratégiques pour promouvoir le respect des droits de l'homme dans la région. Conjointement, l'UNOWAS, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et la Commission de la CEDEAO, apportent un soutien à l'organisation de ces réunions. L'idée est de créer une plate-forme permettant aux institutions nationales des droits de l'homme d'échanger des points de vue, d'échanger les meilleures pratiques et les enseignements tirés, ainsi que de créer des réseaux qui permettent l'amélioration de la capacité de mettre en œuvre leurs mandats respectifs.

Cette dernière consultation, a eu lieu à Abidjan, où nous avons réuni les institutions nationales des droits de l'homme pour discuter de la situation dans la région, examiner la manière dont elles ont mis en œuvre leur mandat et faire des suggestions concrètes sur la manière d'améliorer ce processus.

Ce furent deux jours de discussions intenses, avec des recommandations très concrètes visant à améliorer l'indépendance et le rôle des institutions

nationales des droits de l'homme, dans le contexte de la lutte contre l'extrémisme violent. Nous avons formulé des recommandations, qui portaient sur le rôle des institutions nationales de défense des droits de la personne dans les processus électoraux, en particulier sur la question du discours de haine. Nous avons discuté de l'amélioration de la collaboration entre les institutions nationales des droits de l'homme et d'autres institutions étatiques, en particulier celles qui travaillent sur le développement et les questions humanitaires. Nous avons également discuté la manière dont les institutions nationales des



Travailler avec les acteurs nationaux et régionaux sur la protection des droits de l'homme et le renforcement de l'état de droit est un élément essentiel du mandat de l'UNOWAS.

droits de l'homme pourraient renforcer leurs partenariats au niveau national avec les organisations de la société civile et les groupes de victimes. Ensuite, au niveau régional, avec d'autres institutions au sein de la CEDEAO. Et avec l'ONU, plus généralement, nous avons discuté de la manière de rassembler cette coalition d'acteurs des droits de l'homme pour les aider à mettre en œuvre leur mandat.

Quel est votre message à nos partenaires et interlocuteurs ?

Les droits de l'Homme sont au cœur de nos efforts pour renforcer la paix et la stabilité dans la région. Partout où il y a des violations des droits de l'homme, il y a une propension à la violence et aux conflits. Chaque personne doit veiller à ce que, quel que soit l'endroit où nous nous trouvons ou ce que nous faisons, nous soyons conscients de l'importance des droits de l'homme afin de promouvoir le respect des droits de l'homme. Il a été prouvé au fil du temps qu'une approche de la paix et de la sécurité qui intègre les droits de l'homme est plus durable, plus efficace et plus axée sur les résultats, tant au niveau national que régional.



Le centre correctionnel pour femmes de Freetown en Sierra Leone. Photo: Tom Bradley/ AdvocAid

L'inclusion, élément clé des réformes de la sécurité en Gambie

Dans le but d'évaluer l'impact des réformes du secteur de la sécurité (RSS), une mission d'évaluation technique (MET) a été menée par une équipe conjointe ONU-CEDEAO-UA, du 12 au 15 juillet 2022, en Gambie. La mission visait à déterminer la capacité du gouvernement à faire avancer le programme de RSS et à identifier tout soutien supplémentaire nécessaire pour atteindre cet objectif.



Participants à l'atelier Genre/SSR en Gambie

Le secteur de la défense et de la sécurité se caractérise par son manque de diversité. Les femmes sont sous-représentées, avec seulement 9% des forces armées gambiennes (GAF). Les préjugés sexistes ont imprégné le système, renforçant la conviction que les compétences et les aptitudes des femmes sont inadéquates pour ce domaine. Pour lutter contre ces préjugés et d'autres, des réformes ont été mises en œuvre pour faciliter une inclusion accrue.

Cinq ateliers ont été organisés sur une période de cinq jours, rassemblant une cinquantaine de participants de diverses institutions telles que la police, l'armée, divers comités de sécurité, des organisations de la société civile et des acteurs externes de contrôle. En améliorant la visibilité et en plaidant pour une représentation diversifiée parmi ces groupes, des contributions sont apportées à la sécurité et à la force du pays.

Action collective

Depuis 2017, le PNUD soutient le gouvernement gambien pour faire progresser la RSS en Gambie avec le fonds pour la consolidation de la paix. Ce soutien financier a contribué à l'élaboration de la Politique de sécurité nationale, de la Stratégie de sécurité nationale et de la Stratégie nationale de RSS. L'action collective du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), du Programme des



Une femme militaire de l'armée gambienne



Les femmes sont sous-représentées, avec seulement 9% des forces armées gambiennes (GAF)

Nations Unies pour le Développement (PNUD), de l'Union Africaine (UA), de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et du gouvernement gambien garantit que les mesures appropriées peuvent être mises en œuvre au mieux par les acteurs clés. Ce faisant, la stabilité régionale est encouragée et maintenue.

En outre, les ateliers sur la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes dans le secteur de la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel ont mis l'accent sur l'importance d'appliquer une perspective sexospécifique à la sécurité. Cela garantit que l'intégration de la dimension genre devient la nouvelle norme.

Afin de relever les nombreux défis auxquels sont confrontés les pays de la sous-région, la coordination, les connaissances et le partage d'informations doivent être utilisés et renforcés. Ainsi, lors de l'atelier de validation sur le projet de cadre juridique de coordination pour la RSS en Gambie, l'importance de la coordination entre les acteurs nationaux et internationaux a été soulignée.

S'exprimant le dernier jour du MET, le président de la République de Gambie, S.E. Adama Barrow, a réitéré le plein engagement du gouvernement à faire avancer la réforme du secteur de la sécurité en Gambie, « la volonté politique est à 100% », a-t-il déclaré.



UNOWAS/CNMC 20 **ANS**
YEARS



*20 ans d'engagement pour la promotion
de la paix et la prévention des conflits*

*20 years of commitment for the
promotion of peace and conflict
prevention*

